



Cahiers de l'IREF – Collection Agora – Numéro 5

De l'assignation à l'éclatement: Continuités et ruptures dans les représentations des femmes

Article 5: « Les stratégies féministes de représentation des femmes dans l'action politique au Québec »

Maillé, Chantal.

Mots clefs : actualités; agentivité; boys club; égalité; équité; études féministes; femmes; luttes; politique; Québec.

Pour citer cet article

Maillé, Chantal, 2013, « Les stratégies féministes de représentation des femmes dans l'action politique au Québec », dans Bourque, Dominique, Francine Descarries et Caroline Désy (dir.), *De l'assignation à l'éclatement: Continuités et ruptures dans les représentations des femmes*, Cahier de l'IREF no 5, Section 1: « Pratiques contraignantes », p. 43-53. En ligne sur PréfiX, <https://revues.uqam.ca/prefix/cahiers-iref/les-strategies-feministes-de-representation-des-femmes-dans-laction-politique-au-quebec/>.

ISSN 3110-9489

ISBN: 978-2-922045-42-0

Ce travail est sous une licence [CC BY-NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).



Les stratégies féministes de représentation des femmes dans l'action politique au Québec

Chantal Maillé

Ce texte s'intéresse aux représentations des femmes et de la politique qui sont produites par les interventions du mouvement des femmes au Québec. Quelles sont les stratégies et interventions qui ont été mises de l'avant par le mouvement des femmes au Québec en réponse au constat de ce qui est parfois désigné comme « la sous-représentation politique des femmes » ? Sur quelles analyses reposent-elles ? Notre analyse vise à faire ressortir les images qui ont été ou sont véhiculées à travers les interventions du mouvement des femmes destinées à faire la promotion de la présence des femmes dans la politique active, lesquelles suggèrent trop souvent des associations négatives entre les femmes et la politique, reflétant certains clichés de la science politique américaine du xx^e siècle.

Réfléchir aux représentations des femmes dans la politique impose à priori de souligner la complexité de l'idée de représentation politique, qui se comprend de différentes façons. On peut penser à la représentation substantive et à la représentation descriptive, que nous reprenons de la dichotomie proposée par Pitkin (1972). La représentation descriptive fait référence à l'idée que les élus et élues représentent les personnes qui ont les mêmes caractéristiques qu'eux et elles, et ce, passivement. Selon cette idée, les femmes représentent les intérêts des femmes parce qu'elles sont des femmes. La représentation substantive s'incarne dans les activités réalisées par les élus et élues au nom et dans l'intérêt de certains groupes. Ici, les femmes politiques peuvent représenter les intérêts des femmes en mettant de l'avant des politiques et des mesures dans leur intérêt, mais ceci n'est pas inconditionnel ; c'est un choix et non le résultat d'une appartenance commune à la catégorie femme. Si les nombreuses études existantes ne permettent pas de conclure que la féminisation des élites politiques change la politique ni que les femmes remplissent effectivement leur fonction de représentation substantive lorsqu'elles sont élues, plusieurs se réfèrent aux arguments d'égalité et de justice pour revendiquer l'élection d'un plus grand nombre de femmes (Lovenduski, 2005).

Dans le cadre de ce texte, nous ferons l'analyse des représentations-images des femmes et de la politique produites par les interventions du mouvement des femmes pour conclure sur la pertinence de revendiquer des quotas pour l'élection d'un plus grand nombre de femmes. Pendant longtemps, les pratiques féministes ont ignoré les lieux traditionnels d'exercice de la démocratie que sont les parlements et assemblées, pour s'en tenir à un discours critique à l'endroit des institutions de la démocratie représentative. Les choses ont commencé à changer au cours des deux dernières décennies. Des féministes de toutes tendances qui ont dans le passé questionné les institutions de la démocratie libérale ont choisi de travailler à améliorer les indicateurs

numériques de la présence des femmes au sein des institutions parlementaires, dans un but de changement social. Dans de nombreux pays, des mouvements féministes ont adopté la stratégie du changement par un accroissement de la présence des femmes dans les lieux de pouvoir et revendiquent des sièges réservés ou des quotas (Krook, 2009). La question de l'élection d'un plus grand nombre de femmes se pose donc un peu partout. Comment arriver à la parité de représentation ? Au Québec, même si les interventions féministes autour de la présence des femmes en politique se sont multipliées au cours des dernières années, ce sont très largement des interventions d'un même type, soit des activités de formation, qui ont jusqu'ici dominé alors que les actions visant à changer les structures politiques ont été moins visibles. Ce n'est que depuis 2011 que se dessine une mobilisation en faveur de mesures de type quotas pour les femmes. En 2011, lors d'une consultation sur invitation faite auprès de partenaires identifiés par le gouvernement du Québec, le plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes produit par le Secrétariat à la condition féminine a posé la question des mesures à adopter pour accroître le nombre de femmes en politique en ces termes : « Comment accélérer la progression des femmes dans les postes de décision et de pouvoir politique ou économique ? [...] La persistance des stéréotypes sexistes (ex : les femmes n'aiment pas le pouvoir, elles sont peu à l'aise avec la confrontation, etc.) ainsi que la difficulté de concilier travail, famille et engagements sont parmi les obstacles qu'il faut lever » (Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2011 : 11). La consultation menée autour de ce document a permis à plusieurs groupes d'exprimer pour la première fois leur appui à des mesures systémiques de correction pour pallier aux faibles pourcentages de femmes élues en politique au Québec plutôt qu'à l'analyse proposée par le Secrétariat à la condition féminine.

Alors qu'un mouvement transnational pour la représentation paritaire des femmes en politique a émergé depuis 1990, dans le sillon de la France, où des féministes se sont mobilisées autour de l'adoption d'un changement constitutionnel intégrant la parité entre les hommes et les femmes dans les candidatures aux élections, le mouvement des femmes québécois a travaillé à la féminisation des arènes politiques principalement à travers des actions de formation, et plusieurs groupes ont exprimé des réticences à revendiquer des mesures visant le changement des institutions politiques comme les partis politiques ou le système électoral. Un seul groupe de femmes, le collectif québécois Féminisme et démocratie, a fait de la revendication de changements dans les institutions de la démocratie représentative son principal cheval de bataille. Ce qui a dominé jusqu'à maintenant dans les interventions du mouvement des femmes a été une approche présumant que les faibles pourcentages de femmes élues devraient être combattus par des activités de formation visant les femmes et non les structures.

Quelles stratégies pour l'élection de femmes sur le territoire québécois ?

Dans le champ « femmes et politique » au Québec, le travail sur le terrain est largement influencé par l'existence du programme *À égalité pour décider*, un programme qui vise à vendre l'idée de la politique active aux femmes et qui est administré par le Secrétariat à la condition féminine du gouvernement du Québec. Depuis sa création en 1999, plus de 390 projets ont été financés à l'aide d'une enveloppe d'un million de dollars par année. Ce programme gouvernemental favorise l'augmentation dans toutes les régions du Québec du nombre de femmes dans les postes de décision des instances locales et régionales et, par voie de conséquence, la réduction des obstacles qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'exercice du pouvoir (Secrétariat à la condition féminine).

Le Québec a donc bénéficié du travail de terrain fait par des groupes de femmes spécialisés, dont le mandat est essentiellement dédié à la promotion de la présence des femmes en politique. Ces groupes ont pour la plupart obtenu le soutien du programme *À égalité pour décider*. Leur présence est une situation assez unique, dans un contexte où le déficit des femmes dans les structures politiques est un enjeu qui demeure secondaire et qui reçoit peu d'échos du côté des partis politiques, gouvernements et médias québécois, lesquels

portent un intérêt très circonstanciel et épisodique aux pourcentages de femmes candidates et élues lors des élections.

La prédominance d'activités de formation destinées à mieux outiller les femmes pour faire de la politique caractérise donc le travail du mouvement féministe québécois. Qu'il s'agisse de vidéos, de formations destinées à des femmes qui songent à se présenter en politique, de guides aux contenus variés, de sites Internet, de feuillets d'information, les moyens sont divers, mais ils participent d'une même stratégie : offrir des outils destinés à combler les lacunes individuelles des femmes, lacunes qui seraient l'une des raisons de leur faible présence dans les structures de la démocratie représentative. Si ces activités sont nombreuses, on ne peut avoir qu'une vague idée de leurs retombées et de leur influence sur les pourcentages de femmes élues au Québec, qui fluctuent parfois vers le haut et parfois vers le bas. Les groupes travaillent peu en réseau et il n'y a pas de mise en commun systématique des projets réalisés ni des outils produits, lesquels sont souvent diffusés sur une base restreinte (Maillé, 2006), même si un catalogue virtuel des activités et publications en lien avec la présence des femmes dans les instances décisionnelles au Québec a été réalisé par le Réseau des tables régionales en condition féminine.

En étudiant les actions réalisées au Québec pour promouvoir l'élection de femmes, on peut identifier assez clairement le leadership exercé par trois groupes de femmes. Le plus visible d'entre eux est le Groupe Femmes, politique et démocratie (GFPD), lequel est un point de repère pour nombre de petits groupes de femmes qui, dans le sillon du programme *À égalité pour décider*, se sont intéressés à la question « femmes et politique » sans qu'il s'agisse de leur principal champ d'activité. Le Groupe Femmes, politique et démocratie joue son rôle de leader à travers ses nombreux projets, notamment par la diffusion d'informations et la distribution des nombreux outils pédagogiques qu'il produit. Sur leur site Internet on retrouve une série de vidéos visant à vendre l'idée de la politique aux femmes. Un second groupe, le Collectif Féminisme et démocratie (CFD), a existé pendant une période de cinq ans au début des années 2000. Le groupe s'est donné le mandat de susciter la participation citoyenne et politique des femmes. À cette fin, il a proposé l'adoption de mesures positives pour atteindre l'égalité dans la représentation au sein des instances politiques et a défendu une analyse de la sous-représentation des femmes en politique qui interpelle le mode de scrutin davantage que les compétences des femmes. Le CFD a démontré sa capacité de mobilisation autour d'une cause commune avec l'Opération 100 voix pour la démocratie, à l'automne 2005. Il a également offert des activités de formation sur les modes de scrutin afin de favoriser une réforme du mode de scrutin et l'adoption de mesures qui permettraient l'élection d'un plus grand nombre de femmes. Un troisième groupe, les PÉPINES, a été fondé en 1992. Il dispose d'un grand capital d'influence parce qu'il est l'un des plus anciens groupes de femmes à intervenir dans le champ « femmes et politique ». Son ancrage régional jumelé à son rayonnement sur l'ensemble du Québec lui confère une position d'autorité. Même si le groupe fonctionne surtout dans la région des Cantons-de-l'Est, il jouit d'une grande notoriété dans toute la province.

Le Groupe Femmes, politique et démocratie

Le Groupe Femmes, politique et démocratie constitue un phare du réseau « femmes et politique » au Québec. Créé avant le projet *À égalité pour décider* et autour d'un petit noyau de militantes préoccupées par la représentation des intérêts des femmes au sein des structures politiques, il poursuit une mission principale, celle de promouvoir leur représentation en politique. À cet effet, il travaille à sensibiliser les femmes à la nécessité d'accroître leur présence aux postes politiques, à les informer, à les former à l'exercice démocratique et à construire un réseau. Il doit sa notoriété à son dynamisme, aux nombreuses activités qu'il a organisées dès sa mise sur pied mais aussi à l'impressionnant répertoire d'outils qu'il a produits : site Internet, vidéos, pièce de théâtre, feuillets périodiques, école d'été, colloques, fondation. Ces outils sont largement diffusés à l'extérieur du groupe.

Les valeurs qui sous-tendent le travail de ce groupe sont complexes. D'une part, le groupe offre des activités qui visent l'acquisition de connaissances, comme l'École d'été Femmes et Démocratie municipale, une formation offerte depuis 2004 et nichée dans le giron de l'École nationale d'administration publique via le Centre de développement Femmes et gouvernance. D'autre part, il a innové en mettant sur pied une fondation non-partisane et mixte. Enfin, par son programme de mentorat en politique, dans le cadre duquel une cinquantaine de personnes, femmes et hommes, sont jumelées avec des femmes intéressées par l'engagement politique, le GFD a permis de mettre en relation des élues et des militantes, des citoyennes, des femmes qui avaient des réticences les unes envers les autres avant de se rencontrer, des membres du mouvement des femmes qui avaient beaucoup de préjugés envers les femmes en politique (Maillé, 2006). L'objectif du programme de mentorat est de soutenir l'engagement démocratique des femmes en leur permettant de bénéficier de l'accompagnement d'une personnalité politique tout en favorisant le développement d'un savoir-être en politique. Un autre impact du groupe a été l'élargissement du réseau associé au thème « femmes et politique », à des femmes d'affaires, par exemple. Avant 2011, le groupe n'a jamais revendiqué l'adoption de mesures qui viseraient les partis politiques ou qui établiraient des quotas, hormis dans un mémoire présenté sur la réforme du mode de scrutin qui reconnaissait l'intérêt d'un mode de scrutin proportionnel pour faire élire davantage de femmes. En février 2011, dans le cadre de la consultation menée sur l'égalité, le groupe a revendiqué l'adoption de quotas obligeant les partis politiques à présenter autant de femmes que d'hommes comme mesure temporaire.

Mais que ce soit à travers son école d'été ou par le biais des documents vidéo produits et qui peuvent être visionnés à partir de son site Internet, ce qui constitue la signature du travail de ce groupe peut être résumé à l'idée que les femmes ont besoin d'appui, de support et de connaissances pour affronter l'univers de la politique, y faire leur place et se faire élire en plus grand nombre. Le groupe se définit d'ailleurs à partir d'une mission d'éducation à l'action citoyenne et démocratique de la population en général, et plus particulièrement des femmes, afin de promouvoir une plus grande participation à la vie politique (Groupe Femmes, politique et démocratie). Les vidéoclips disponibles sur le site du groupe proposent une réflexion qui, portant sur les obstacles qui se trouvent sur le chemin des femmes et de la politique, identifie les images de genre comme responsables de la faible présence des femmes en politique. Ces obstacles prennent leur source dans les images de genre qui déterminent les rôles sociaux et les aptitudes et contribuent, du coup à garder étanche l'exercice du pouvoir politique, alors que les règles du pouvoir sont masculines et nécessitent des comportements qui ne sont pas familiers aux femmes. Ainsi, les femmes ont une approche différente des hommes : elles ne se sentent pas autorisées à prendre la place qui leur revient, elles ne sont pas stratèges et doivent apprendre à l'être et à savoir lire les règles du jeu du pouvoir (vidéo École Femmes et Démocratie).

Féminisme et démocratie

Actif entre les années 2002 et 2007, le Collectif Féminisme et Démocratie est intervenu dans la sphère publique québécoise pour promouvoir un investissement féministe du pouvoir politique ainsi que des réformes qui permettraient l'expression d'une autre vision du pouvoir. Plutôt que d'avoir fait la promotion d'une intervention individualisée auprès de candidates potentielles, il a développé une analyse qui cible les problèmes systémiques découlant du mode de scrutin. Selon l'analyse de Féminisme et démocratie, le mode de scrutin proportionnel facilite la mise en place d'un cadre égalitaire et l'adoption de mesures positives pour les politiciennes en raison des listes de candidatures, alors que le mode de scrutin actuel rend difficile l'introduction de mesures destinées à faire augmenter le nombre de femmes candidates. La discrimination à l'égard des femmes en politique est systémique, ce qui suppose que les solutions doivent l'être également (Paquet, 2006). Par ailleurs, le groupe a développé des formations visant à outiller les femmes individuellement et collectivement tout en mettant de l'avant des stratégies d'action et d'influence. Les formations offertes se démarquaient parce qu'elles visaient à expliquer les différents modes de scrutin et leurs effets. Dans un mémoire présenté en décembre 2005 à la commission sur l'avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale au Québec, le CFD

a demandé l'introduction de listes de candidates et de candidats qui permettraient leur alternance, ainsi qu'une répartition des sièges proportionnelle au pourcentage obtenu par chaque parti. Dans la foulée de l'Opération 100 voix de femmes pour la démocratie, plus d'une centaine de femmes et de groupes de femmes ont également déposé des mémoires demandant un scrutin proportionnel et l'adoption de mesures visant à faciliter l'élection de femmes. Selon le Collectif Féminisme et Démocratie, l'élection d'un plus grand nombre de femmes à l'Assemblée nationale est nécessaire afin de permettre l'expression de la diversité des points de vue de femmes, féministes et non-féministes, dans les lieux de pouvoir, mais aussi afin d'utiliser le potentiel politique des femmes; or, il faut des modèles diversifiés de personnes élues en politique pour engendrer une relève politique qui soit elle-même diversifiée. On invoquait que les femmes peuvent défendre des intérêts différents et influencer sur le contenu des prises de décision; on invoquait également la nécessité d'un rattrapage, vu comme une condition essentielle pour corriger les effets de la discrimination passée (Collectif Féminisme et Démocratie, 2004: 3).

Qui sont les femmes qui ont été au centre des interventions du groupe? Le CFD s'est intéressé à la question de la représentation de la diversité québécoise à l'Assemblée nationale en ces termes:

Un mode de scrutin démocratique doit permettre la représentation de la diversité ethnoculturelle de la société. Depuis les trente dernières années, le visage du Québec s'est beaucoup diversifié, notamment en raison de l'immigration. Il importe que cette diversité se reflète à l'Assemblée nationale. Le mode de scrutin actuel ne permet aucunement de garantir une telle représentation. [...] Les membres des minorités, particulièrement des minorités visibles, ne participent pas adéquatement au processus politique parce qu'ils ne disposent d'aucune prise réelle sur la chose électorale. Pourquoi ne pas faire de cette réforme un outil d'inclusion incitant à une meilleure participation citoyenne? (Collectif Féminisme et Démocratie, 2005: 12).

Le groupe a proposé d'adopter un ensemble de stratégies destinées à intégrer, dans la représentation politique et notamment à l'Assemblée nationale, celle de la diversité ethnoculturelle, par exemple obliger les partis politiques à se doter d'un plan d'action prévoyant l'adoption de mesures concrètes visant la représentation équitable de la diversité ethnoculturelle à l'Assemblée nationale.

Les PÉPINES

Fondée en 1992, la Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale, les PÉPINES, travaille depuis vingt ans maintenant à mettre en place des moyens pour permettre l'accès des femmes aux sphères de décision et à promouvoir l'engagement et la participation des femmes au développement de leur région. Le groupe poursuit l'objectif central d'en arriver, à travers l'atteinte d'une nouvelle équité sociale, à ce que les femmes soient partie prenante du pouvoir dans le développement régional. Le groupe a obtenu du financement du programme *À égalité pour décider* à plusieurs reprises. Certaines des réalisations des PÉPINES ont été initiées en dehors de ce programme, comme le travail de pression accompli au niveau des organismes régionaux de développement pour obtenir des sièges femmes et une politique de parité dans leurs comités. De telles actions témoignent des différents registres dans lesquels le groupe s'inscrit: demandes visant à modifier les structures, interventions de formation des femmes à la politique, représentation autour du dossier « femmes et politique ».

Dès 1993, le groupe a organisé un important colloque sur la place des femmes dans le développement régional: *Tête à tête en Estrie: des hommes et des femmes se parlent de leur région*. Au compte de ses innovations, il faut mentionner la banque de candidatures féminines, un répertoire de femmes disponibles et compétentes pour s'engager dans les lieux décisionnels qui a été conçu comme une réponse stratégique aux décideurs, qui souvent disaient ne pas connaître de femmes intéressées à s'impliquer. En 1999, le groupe a réalisé le document vidéo *Une, deux, trois, PÉPINES*, présentant trois militantes de la région de Sherbrooke qui ont décidé de s'impliquer dans les structures locales. La production du document *Cartographie du pouvoir en Estrie*, accompagné du *P'tit guide des chemins du pouvoir*, a suivi (2001). Les PÉPINES définissent leur

action à partir d'une vision du champ politique selon laquelle les femmes sont aux prises avec des obstacles comme l'isolement et la marginalisation dans les lieux décisionnels, ou leur exclusion des réseaux masculins existants. Les femmes sont un obstacle pour elles-mêmes : elles surestiment l'expertise des hommes et sous-estiment leur propre expertise. Enfin, on fait le constat que les femmes n'ont pas fait « leurs classes » ; elles s'introduisent donc en territoire inconnu, lorsqu'elles vont vers la politique sans connaître les règles du jeu. On croit également à l'effet de masse critique, en vertu duquel un nombre substantiel de femmes présentes dans les lieux décisionnels permettrait la prise en compte de leurs réalités et de leurs intérêts. Les banques de candidates ne peuvent à elles seules régler ce problème de sous-représentation si ni celles-ci ni les partis ne s'en servent. Par ailleurs, le groupe estime qu'il faut privilégier des candidates qui ont un préjugé favorable à l'égard des femmes, en d'autres termes « des femmes qui ont passé leur féminisme 101 ». La pleine participation des femmes aux lieux décisionnels dépend largement des conditions de vie et de travail des femmes en général (Maillé, 2006). Le *P'tit guide des chemins du pouvoir*, publié en 2001, propose une liste d'arguments pour soutenir la revendication de meilleures places pour les femmes, invoquant la démocratie, mais aussi la complémentarité des points de vue des hommes et des femmes et la valeur de l'expertise de ces dernières. Depuis 2007, le groupe fait la promotion du *Manifeste pour la parité dans la gouvernance en Estrie*, réclamant la mise en place de mesures visant la parité hommes-femmes dans les lieux de décision et une réforme de la loi électorale qui introduirait des mesures pour augmenter substantiellement la représentation des femmes à l'Assemblée nationale.

Le groupe Les PÉPINES estime avoir eu un impact auprès des décideurs par sa stratégie de talonnement ; ceux-ci n'ont eu d'autre choix que de réagir positivement en adoptant un discours plus ouvert aux femmes. Néanmoins, le groupe ne fait pas de lien entre les variations de pourcentages de femmes présentes aux différents niveaux décisionnels dans la région et son action depuis 1993, estimant que la parité est un travail à long terme. Certes, nous pouvons parler d'un mouvement de fond actif à l'échelle de la province auquel Les Pépines ont clairement contribué, lequel travaille à convaincre les femmes des enjeux liés à leur présence en politique (Maillé, 2006). Le groupe jouit d'une grande notoriété parce qu'il a été un précurseur dans les interventions autour de « femmes et politique ». Il est en lien principalement avec les groupes et décideurs de l'Estrie. C'est un groupe qui a un ancrage régional, mais c'est aussi le premier à avoir été mis sur pied, au Québec, dans le but précis de faire la promotion d'une implication féministe dans toutes les sphères de la politique. Plusieurs groupes de femmes qui interviennent dans le champ « femmes et politique » au Québec mentionnent avoir des liens avec les PÉPINES ou utiliser leurs documents (Maillé, 2006). Les militantes des PÉPINES considèrent que beaucoup de groupes de femmes qui ont des projets dans l'axe « femmes et pouvoir » sont souvent des organismes de services qui sont pris dans une logique de subvention et qui sont débordés. Dans un tel contexte, il est très important de pouvoir compter sur des regroupements de femmes autonomes dont la mission première est l'axe « femmes et pouvoir » pour faire avancer le dossier « femmes et politique » (Maillé, 2006).

Une représentation problématique des femmes et de la politique

Quel portrait tracer de ces interventions destinées à rapprocher davantage de femmes d'un engagement personnel en politique active ? S'il faut parler de discours au pluriel, on retient que le programme *À égalité pour décider* a insufflé une certaine vision aux interventions des féministes dans le champ des femmes et de la politique au Québec. En effet, le dénominateur commun d'un bon nombre d'entre elles a été la promotion de formations spécifiques destinées à contrer les effets de la socialisation des femmes, ce qui laisse supposer qu'elles ont plus que les hommes besoin d'éducation à la vie politique pour s'y tailler une place. Souvent, on cherche à simplifier l'idée de faire de la politique, en faisant, par exemple, des parallèles entre l'administration

des intérêts de la collectivité et la gestion familiale¹. Les actions revendiquant des corrections systémiques pour pallier au problème des faibles pourcentages de femmes élues ont surtout été le fait d'un groupe, Féminisme et Démocratie, bien que l'on observe un changement important à ce niveau depuis peu, avec l'appui donné en 2011 par Femmes, politique et démocratie et les PÉPINES à l'adoption de quotas obligeant les partis politiques à présenter autant de femmes que d'hommes comme mesure temporaire. Ce changement récent a possiblement à voir avec le mouvement international pour l'adoption de quotas destinés à accélérer le rythme de l'élection de femmes, perçu comme la nouvelle voie rapide vers le changement (Dahlerup, 2006: 3).

L'approche mise de l'avant dans certaines interventions, les activités de formation par exemple, implique que les causes des faibles pourcentages de femmes élues en politique se résument aux lacunes individuelles des femmes, qu'il sera possible de combler à l'aide de programmes, formations et documents qui les ciblent. Cette approche est un effet pervers du programme gouvernemental qui est à son origine: il en a dicté les conditions et a, du coup, imposé une vision du problème qui évacue complètement les explications liées aux institutions politiques. Les interventions qui ont été développées en ce sens reposent sur une orientation unique, celle de la carence, qui n'a pas fait l'objet de débats et qui est acceptée implicitement, alors que d'autres comme la revendication de corrections systémiques à travers des quotas et des mesures législatives n'ont pas, jusqu'à très récemment, fait l'objet de revendications de la part des groupes qui ont initié des projets dans le cadre du programme *À égalité pour décider*. Il est paradoxal de constater que certains postulats datés de la science politique, telle l'idée de l'incompétence des femmes pour faire de la politique (Lipset, 1960), ont été repris par les groupes présents dans le champ « femmes et politique » au Québec et ont servi de fondement à l'une de leurs plus importantes stratégies. Les nombreux contextes où des mesures de type quotas ont été introduites mettent pourtant en évidence qu'il ne manque pas de candidatures féminines lorsque les sièges sont disponibles. Même si les programmes de formation offerts par les groupes se remplissent année après année, on ne saurait conclure qu'ils sont la solution aux faibles pourcentages de femmes élues. Là où ces programmes existent, principalement en Amérique du Nord, les pourcentages de femmes élues ont peu progressé, contrairement à ce qui se produit dans les pays où des mesures de type quotas sont introduites. Pourquoi l'approche psycho-sociale a-t-elle pris cette importance dans les stratégies mises de l'avant par le mouvement des femmes au Québec? Est-ce parce que ces initiatives ont été développées à partir d'une urgence d'agir qu'elles se sont enlisées dans des pistes d'explication superficielles, donc incapables de traduire la complexité des facteurs qui reproduisent l'homogénéité des classes politiques? Il est possible que ces interventions aient été influencées par les programmes américains préexistants comme la *Women's Campaign School* de l'Université Yale, fondée en 1993. Un autre élément d'explication se retrouve du côté de la sociologie politique américaine sur les femmes et la politique, qui, pour expliquer les faibles pourcentages de femmes élues, a surtout travaillé à étayer l'hypothèse d'une socialisation différenciée (Studlar, 2008).

Au Québec, le fait que nombre de groupes de femmes aient été largement financés à travers des programmes gouvernementaux a possiblement entraîné leur dépolitisation, étant donné l'obligation de se conformer à certaines normes en termes d'action et de discours pour pouvoir recevoir du financement étatique. Ce type de dépendance à l'État a contribué à renforcer la nature « service » des groupes au détriment d'une réflexion plus proprement politique. Cette dynamique caractérise toujours la frange du mouvement des femmes qui, au Québec, travaille sur le thème de la présence des femmes dans les institutions de la démocratie représentative. Le travail qui se fait sur le terrain pour inciter les femmes à prendre leur place en politique s'inscrit dans une perspective qui légitime les fondements de la démocratie libérale plutôt que de les questionner. Il s'agit d'améliorer les institutions existantes de la démocratie représentative, de les bonifier pour corriger l'Histoire, au lieu de demander leur mise à mort dans un geste de rupture. Ce champ d'intervention a été littéralement pris en charge par les féministes libérales dont les priorités gravitent autour de l'État-sauveur. Il a

1. Voir les vidéos *Les femmes de Charlevoix, une pièce indispensable*, produit par le centre Aux Plurielles, *Une, Deux, Trois... Pépines*, produit par les PÉPINES, ainsi que *Moi Candidate?*, du groupe Femmes, politique et démocratie.

toutefois été complètement désinvesti par les féministes au discours politique plus radical, lesquelles n'ont pas d'attentes envers les institutions de la démocratie représentative.

De la masse critique aux quotas

Différentes idées ont été énoncées autour des enjeux liés à la féminisation des arènes politiques. S'opposent, entre autres, un discours à tendance essentialiste, celui de la théorie de la masse critique, et une approche qui, centrée sur les principes d'égalité, voit dans l'élection de parlements féminisés l'accomplissement du combat pour l'obtention des droits politiques des femmes. Plusieurs avancent que le nombre de femmes élues est porteur d'un changement radical de la politique et de la culture politique (Dahlerup, 2006b). La théorie de la masse critique en politique postule l'existence d'intérêts communs aux femmes, lesquels pourraient être portés s'il y avait un pourcentage suffisamment élevé de femmes élues. Cette idée a été mise de l'avant dans un contexte historique où de telles masses critiques de femmes n'avaient jamais été observées. Cependant, il s'agit d'une idée qui est en recul (Maillé, 2007), devant l'évidence empirique que les parlements qui ont obtenu des masses critiques de femmes n'ont pas livré la promesse de ce changement anticipé (Maillé, 2007). Cette expérience de masses critiques de femmes oblige à revoir certaines idées sur les femmes et la politique qui ont marqué le discours des vingt dernières années et qui avaient émergé alors qu'il n'y avait pas de véritable laboratoire d'observation. Au Québec par exemple, le gouvernement formé par les libéraux de Jean Charest à l'élection de 2003 ne saurait être vu ni comme un gouvernement qui a instauré une nouvelle culture organisationnelle, ni comme un gouvernement qui partage davantage des intérêts proches des femmes, et ce, malgré sa masse critique de plus de 30 % de femmes élues (Maillé et Achin, 2008). Son Conseil des ministres paritaire entre 2007 et 2010 n'a pas non plus été à l'origine de changements importants dans la façon de représenter les intérêts des femmes, ce qui nous a permis de tester empiriquement deux hypothèses qui avaient été formulées dans l'abstrait, soit celle du changement de culture à partir de l'atteinte d'une masse critique et celle d'une différence de la façon de faire de la politique pour les femmes.

Dans ce texte, nous avons analysé les interventions du mouvement des femmes en lien avec les faibles pourcentages de femmes élues, dans le contexte québécois. Notre analyse fait ressortir le rôle joué par trois groupes, de même que les problèmes associés avec les interventions qui postulent que la solution à ce problème se trouve dans l'éducation des femmes à la politique. L'année 2011 constitue un point tournant, car se déploie une nouvelle stratégie portée par des groupes de femmes en faveur de l'adoption de mesures de type quotas pour permettre de corriger rapidement la situation, ouvrant vers une représentation des femmes et de la politique où celles-ci deviennent enfin pleinement citoyennes. Cette nouvelle orientation des stratégies mises de l'avant par les groupes qui travaillent à l'élection d'un plus grand nombre de femmes en politique s'inscrit à l'intérieur d'un mouvement plus large, perceptible à l'échelle internationale, en faveur de quotas législatifs, soit de lois votées par les parlements nationaux.

Bien que les quotas ne fassent pas l'unanimité et soient l'objet de controverses, leur usage de plus en plus fréquent pour faire des bonds significatifs dans les pourcentages de femmes élues est en voie de devenir une tendance lourde (Dahlerup, 2006a). Plus de quarante-huit pays ont adopté des quotas de ce type dans leur constitution ou dans leur loi électorale (Dahlerup & Freidenvall, 2009, p. 29). Le succès de telles mesures est cependant très inégal. En France, la loi sur la parité impose aux partis politiques de présenter un nombre équivalent de femmes et d'hommes pour les scrutins de liste (élections municipales, régionales et européennes) et réduit la dotation financière des partis qui ne présentent pas autant de candidates que de candidats aux élections au scrutin uninominal, soit les législatives et les cantonales. Quel bilan peut-on faire de cette loi? Après onze ans de parité en politique française, les résultats sont inégaux (Maurin, 2011). Des progrès ont certes été réalisés. La proportion de femmes dans les conseils municipaux était de 25,7 % en 1995; or, elle est désormais de 48,5 %, indique l'Observatoire de la parité. La part des femmes dans les conseils régionaux est passée de 27,5 % à 48 % entre 1998 et 2010 (Maurin, 2011). Mais «les chiffres qui désignent les

Françaises comme citoyennes de seconde zone sont connus» (Sineau, 2011). La France occupait le 60^e rang du classement mondial des femmes dans les parlements nationaux jusqu'à l'élection de 2012, qui lui a permis de passer au 36^e rang avec 26,9 % d'élues (Union interparlementaire). Si les résultats sont aussi mitigés dans le cas français, c'est que la loi permet aux partis de ne pas se conformer aux quotas de candidatures féminines, ce qui est sanctionné par une pénalité financière. Cela dit, malgré le contre-exemple français, les quotas ont livré des résultats intéressants dans plusieurs autres contextes, au Rwanda par exemple, où des sièges réservés aux femmes ont été introduits en 2003, permettant à ce pays de faire un très rapide bond en avant qui le place à la tête des États pour ce qui est du pourcentage de femmes élues au niveau national, soit 56 % lors des élections de 2008 (IDEA).

Si les quotas fonctionnent en politique, tout comme ils ont fonctionné en éducation et en emploi, pourquoi doit-on faire le constat qu'ils n'ont jamais fait l'objet de campagnes massives de la part des mouvements de femmes au Québec? Dans une étude comparative sur les conditions qui ont mené à l'adoption de quotas dans plus de 17 pays occidentaux, Krook, Lovenduski et Squires (2006) identifient différents modèles de citoyenneté politique qui influencent les attitudes envers des mesures de ce type. Elles observent que les campagnes pour leur adoption fonctionnent lorsqu'elles sont initiées par les mouvements de femmes et les partis politiques dans des contextes qui sont déjà réceptifs à cette idée. Dans le cas du Canada et des États-Unis, le modèle prédominant de citoyenneté politique serait un modèle libéral, construit sur l'individu comme principe philosophique, soit un modèle de citoyenneté qui serait incompatible avec l'appui à des mesures de type quotas pour favoriser l'élection d'un plus grand nombre de femmes en politique. Une autre étude identifie les acteurs clés dans la mise en place de ces quotas. Pour Mona Krook (2009: 20), trois types d'acteurs jouent un rôle important dans de telles campagnes: les acteurs de la société civile comme les mouvements de femmes et les caucus femmes des partis politiques, les acteurs étatiques comme les leaders de partis politiques et les tribunaux, et enfin les acteurs transnationaux comme les coalitions internationales et les organisations transnationales. Dans le cas du Québec, bien qu'aucun de ces trois types d'acteurs n'ait fait campagne en faveur de l'adoption de quotas pour les femmes en politique, on peut penser que le mouvement des femmes dispose d'atouts qui lui permettraient de mener à bien un tel projet. La proximité historique du mouvement des femmes avec le gouvernement, son capital symbolique et les résultats décevants dans les pourcentages de femmes élues après plus de dix années du programme *À égalité pour décider* constituent autant d'éléments qui pourraient conduire à une campagne gagnante. Les initiatives récentes du GFPD et des PÉPINES en ce sens laissent entrevoir la possibilité de voir naître sous peu une campagne québécoise en faveur de l'adoption de quotas pour l'élection rapide d'un plus grand nombre de femmes.

Références

- CENTRE AUX PLURIELLES. *Les femmes de Charlevoix, une pièce indispensable*, vidéo (non-daté).
- COLLECTIF FÉMINISME ET DÉMOCRATIE. 2004. *La politique c'est aussi une affaire de femmes!* Programme de formation, cahier 3.
- _____. 2005. *Afin que le nouveau mode de scrutin constitue une réelle avancée pour la démocratie. Analyse critique de l'avant-projet de loi sur la réforme électorale*. En ligne: <http://www.democratie-nouvelle.qc.ca/documents/democratie-resume.pdf> (consulté le 11 octobre 2011)
- DAHLERUP, Drude. 2006. « Introduction », dans *Women, Quotas and Politics*, sous la dir. de Drude Dahlerup, New York: Routledge, p. 3-31.
- _____. 2006b. « The Story of the Theory of Critical Mass », *Politics & Gender*, vol. 2, n° 4, p. 511-522.

- DAHLERUP, Drude et Lenita FREIDENVALL. 2009. «Quotas in Politics: A Constitutional Challenge», dans *Constituting Equality: Gender Equality and Comparative Constitutional Rights*, sous la dir. de Susan H. Williams, Cambridge: Cambridge University Press, p. 29-52.
- GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE. *École Femmes et Démocratie*, Partie 1, vidéo. En ligne: <http://www.femmes-politique-et-democratie.com/gouvernance.php> (consulté le 11 octobre 2011)
- _____. *Qui sommes-nous?* En ligne: <http://www.femmes-politique-et-democratie.com/qui.php> (consulté le 11 octobre 2011)
- _____. 2002. *Moi candidate?* vidéo.
- IDEA, Quota Project, Global Database of Quotas for Women. En ligne: <http://www.quotaproject.org/> (consulté le 22 novembre 2011)
- KROOK, Mona. 2009. *Quotas for Women in Politics*, New York: Oxford University Press.
- KROOK, Mona, Joni LOVENDUSKI et Judith SQUIRES. 2006. «Western Europe, North America, Australia and New Zealand: Gender quotas in the context of citizenship models», dans *Women, Quotas and Politics*, sous la dir. de Drude Dahlerup, New York: Routledge, p. 194-221.
- LIPSET, Seymour Martin. 1960. *Political Man: The Social Bases of Politics*, New York: Doubleday.
- LOVENDUSKI, Joni. 2005. *Feminizing Politics*, New York: Blackwell.
- MAILLÉ, Chantal. 2007. «Autour des a priori de la littérature francophone sur femmes et politique», dans *Les femmes entre la ville et la cité*, sous la dir. de Marie-Blanche Tahon, Actes du 4^e Congrès international des recherches féministes francophones, Montréal: Éditions du remue-ménage, p. 116-224.
- _____. 2006. *Citoyenneté, questionnements identitaires et représentation politique: qu'en pensent les femmes?* Document-synthèse de la recherche CRSH 2002-2005.
- MAILLÉ, Chantal, avec Catherine ACHIN. 2008. «Il y a loin de la coupe aux lèvres, les femmes et la politique en France et au Québec», *Santé, Société et Solidarité, revue de l'observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité*, n° 1, p. 39-45.
- MAURIN, Louis. 2011. «La France encore loin de la parité en politique», Paris, *Alternatives Économiques Poche*, n° 051 – septembre. http://www.alternatives-economiques.fr/page.php?controller=article&action=htmlimpression&id_article=55035&id_parution=1101. (consulté le 11 octobre 2011)
- MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE. 2011. *Vers un deuxième plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, cahier de consultation. En ligne: <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CRC/mandats/Mandat-14343/index.html> (consulté le 11 octobre 2011)
- PAQUET, Louise et Lucie DESROCHERS. 2006. «Le scrutin qui divise», *La Gazette des femmes*, mai-juin, p. 29.
- PITKIN, Hannah. 1972. *The Concept of Representation*, Berkeley: University of California Press.
- PROMOTION DES ESTRIENNES POUR INITIER UNE NOUVELLE ÉQUITÉ SOCIALE (PÉPINES). 1999. *Une, deux, trois... Pépines*. Vidéo.
- _____. 2002. *P'tit guide des chemins du pouvoir en Estrie*.
- _____. 2001. *Cartographie des chemins du pouvoir*.
- _____. s.d. *Manifeste sur la parité dans la gouvernance en Estrie*. En ligne: <http://www.pepines.com/pdf/manifeste2009.pdf> (consulté le 11 octobre 2011)

RÉSEAU DES TABLES RÉGIONALES DE GROUPES DE FEMMES DU QUÉBEC. *Participation des femmes dans les lieux de pouvoir*. Catalogue des activités et publications. s.d. En ligne : http://www.reseautablesfemmes.qc.ca/catalogue/Catalogue_%20ofemmeslieuxpouvoir071031.pdf (consulté le 11 octobre 2011)

SECRETARIAT À LA CONDITION FÉMININE. s.d. *À égalité pour décider*, Gouvernement du Québec. En ligne : <http://www.scf.gouv.qc.ca/index.php?id=32> (consulté le 11 octobre 2011)

SINEAU, Mariette, 2011. *L'égalité femmes/hommes: question clé pour 2012?*, SciencesPO., Cevipof, CNRS, n° 4. En ligne : <http://www.cevipof.com/rtefiles/File/AtlasEl3/noteSINEAU.pdf> (consulté le 11 octobre 2011)

STUDLAR, Donley T. 2008. « Feminist Society, Paternalistic Politics: How the Electoral System Affects Women's Representation in the United States Congress », dans *Women and Legislative Representation: Electoral Systems, Political Parties and Sex Quotas*, sous la dir. de Manon Tremblay, New York: Palgrave McMillan, p. 55-65.

UNION INTERPARLEMENTAIRE. 2011. *Les femmes dans les parlements nationaux État de la situation au 31 octobre 2011*. En ligne : <http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm> (consulté le 25 novembre 2011)